

LIVERNON

# Ecoles : le député Launay face aux parents et aux élus

Après le vice-président de la région et du Grand Figeac Vincent Labarthe et la vice-présidente du conseil départemental Catherine Prunet venus en fin de semaine dernière, c'est le député du Lot Jean Launay qui s'est rendu hier matin à l'école de Livernon, occupée nuit et jour depuis le 22 février.

Avant que le DASEN du Lot ne dévoile la carte scolaire définitive (lire p. 34), de nombreux élus du Figeacois avaient fait le déplacement pour participer à cette rencontre attendue également par les parents d'élèves du secteur, mobilisés pour la défense des différents établissements menacés par la fermeture d'une classe voire de l'école.

Chacun a tour à tour pris la parole, évoquant les raisons de la mobilisation commune qui s'est constituée localement contre la carte scolaire proposée pour la rentrée prochaine par l'inspecteur d'académie du Lot. « Nous souhaitons à travers vous, Monsieur le député, interpellier la préfète du Lot et la ministre de l'Éducation nationale. Nous l'invitons d'ailleurs à venir ici, passer une soirée pour discuter de la spécificité des écoles rurales. Nous vous remettons une lettre qui reprend nos doléances », lui a présenté un parent d'élèves.

## Arrêt des suppressions de postes et d'écoles

Ce courrier demande sans détour l'arrêt immédiat des suppressions de postes et de fermetures d'écoles programmées dans le fameux protocole d'accord pour un schéma triennal 2015-2018 d'évolution de l'offre scolaire dans le département du Lot, appelé désormais convention ruralité. Un protocole signé il y a deux ans par les « grands



Le député Jean Launay a rencontré hier matin à l'école de Livernon des élus du Figeacois et de nombreux parents d'élèves engagés dans la mobilisation contre les fermetures de classes et d'écoles. /Photo DDM

élus du Lot » et notamment le député Jean Launay, qui prévoyait la perte de 18 postes en trois ans pour le Lot. Face aux parents et élus, le député a assumé cette position même s'il constate et regrette le déséquilibre des dotations de postes observées depuis, par rapport aux autres départements de la région, en particulier cette année où aucun poste ne sera sup-

primé dans le département. « Je sais ce qui se passe. Je lis le journal et j'ai des relais sur le terrain. Je vais appeler la préfète aujourd'hui », a assuré le député qui s'est engagé à appuyer le mouvement et à transmettre également les doléances auprès de la ministre. Dans la lettre qui lui a été remise, il est demandé à Najat Vallaud-Belkacem « d'entériner cet arrêt des sup-

pressions en réattribuant au département du Lot les postes supprimés depuis la signature du protocole et de donner les moyens nécessaires pour restaurer la qualité de l'éducation sur le territoire. »

Chacun espère que toutes ces demandes ne resteront pas lettre morte.

A.L.

Lire également page 34.

## À LEYME, UN PIQUE-NIQUE POUR DÉFENDRE LE RPI

Dans la cour de l'école de Leyme, en participant massivement, dimanche, au pique-nique partagé avec tous les parents d'élèves du RPI Leyme/Molières, avec le soutien des deux municipalités, les habitants des deux communes ont confirmé leur soutien au combat mené par l'APE pour exiger le maintien des postes et du RPI. Des applaudissements nourris ont ponctué les différents discours. Les convives ont reçu le soutien et l'appui de Vincent Labarthe, vice-président de la région, qui a affirmé partager leurs aspirations, « révélatrices de la ruralité vivante » qu'il appelle de ses vœux.

À la suite de ces agapes fraternelles et combatives les parents ont annoncé le blocage administratif



...sine die des deux écoles... Mais une décision favorable des autorités semble s'éloigner.